



**Ambassade de France au Vietnam  
Service économique de Hanoi**

Hanoi, le 24/02/2021  
Affaire suivie par : François DE BLOCK  
Relue par : Laurent CHOPITON

## Financer le secteur de l'énergie au Vietnam

- Le développement du secteur de l'énergie au Vietnam repose historiquement sur le soutien public des investissements des entreprises d'Etat Electricité du Vietnam (EVN) pour le secteur électrique et PetroVietnam (PVN) pour le secteur gazier. Le financement privé domestique du secteur électrique en l'absence de soutien public reste marginal.
- Afin de répondre à la demande en énergie sans cesse croissante, le gouvernement estime que les investissements dans le secteur énergétique s'élèveront à 130 mds USD sur la décennie 2020-2030, soit près de 13 mds \$US par an, sur fond de diversification du mix énergétique et de respect des engagements pris pour lutter contre le changement climatique dans le cadre de l'Accord de Paris.
- Les besoins de financement sont largement supérieurs à ce qui avait été investi jusqu'ici. Le modèle historique de financement du secteur énergétique par le secteur public est aujourd'hui difficilement soutenable, en raison de la volonté du gouvernement de maintenir l'endettement public en deçà de 65% du PIB, de la diminution des ressources concessionnelles des bailleurs internationaux et de la privatisation progressive du secteur de l'énergie.
- Le développement des énergies renouvelables (solaire et éolien) au Vietnam est financé par le secteur privé domestique en raison d'une insuffisante attractivité des contrats de rachat d'électricité (Power Purchase Agreement –PPA). Si les investissements étrangers dans les renouvelables augmentent en dépit les incertitudes réglementaires, l'implication des grandes banques commerciales internationales dans le secteur reste limitée. Des structures de financement innovantes commencent à émerger pour contourner l'insuffisante « bankabilité » des contrats d'achats.
- Le dynamisme apparent des énergies conventionnelles masque un resserrement durable des contraintes de financement du secteur. Le soutien des projets thermiques au Vietnam repose toujours sur d'importants investissements étrangers publics et privés. La Chine est le principal moteur financier des grands projets de centrale à charbon récemment achevés ou en cours de construction dans le pays, suivie par le Japon et la Corée du Sud.
- Le financement de projets thermiques entre néanmoins en contradiction avec les engagements « Climat » du Vietnam pris dans le cadre de l'Accord de Paris. Le retrait annoncé des banques commerciales internationales du financement de projets charbons à l'horizon 2030 compliquera durablement le soutien au secteur. Si le charbon devrait rester malgré tout un pilier important du mix énergétique vietnamien à l'horizon 2045, le financement de cette source d'énergie est appelé à se tarir au vu des contraintes structurelles auxquelles ce type de projet fait désormais face.

## La trajectoire énergétique du Vietnam rend le modèle historique de financement du secteur énergétique difficilement soutenable

### A) Le financement public des entreprises d'Etat comme moteur historique du développement du secteur énergétique vietnamien

**Le développement du secteur de l'électricité repose historiquement sur le soutien public des investissements de l'entreprise d'Etat Electricité du Vietnam (EVN).** Au cours de la période 2010-2015, jusqu'à 96 % des dépenses en capital d'EVN ont été financées par la dette, pour un montant de de 9 mds USD, dont 8,1 mds USD garantie par le Ministère des Finances (MOF)<sup>1</sup>.

**La dette contractée par EVN sur cette période est constituée de deux catégories d'emprunts :** 4,2 milliards de dollars américains, rétrocédés à EVN par le MOF, empruntés auprès des institutions financières internationales (IFI) et de la communauté des bailleurs internationaux à des taux très concessionnels ; et 3,9 mds de dollars issus de prêts directs de banques commerciales nationales et internationales à EVN, garanties par le MOF. Environ 30% de la capacité de production électrique vietnamienne (12 GW) a été développé par le secteur privé local et international, avec des garanties du MOF, le plus souvent sous la forme de contrats de type « Construction-Transfert-Exploitation » (Build-Operate-Transfer, BOT). Ces deux catégories d'emprunts sont comptabilisées comme de la dette publique.

**Sur la période 2010-2017, le total des emprunts d'EVN a atteint 25,5 mds \$US.** Les emprunts provenant de la rétrocession des ressources des IFIs et des bailleurs bilatéraux comptaient pour 10,1 mds \$US, tandis que les emprunts au secteur financier domestique et international représentaient respectivement 9 et 6,4 mds \$US.

**L'Entreprise d'Etat PetroVietnam est à l'origine du financement de l'industrie du gaz au Vietnam via l'emploi de ses capitaux propres et de ses partenariats avec des sociétés pétrolières internationales.** En tant qu'entreprise d'Etat, PVN bénéficie, à l'instar d'EVN, d'un accès aux financements publics du Ministère des Finances et des banques commerciales détenues en partie par l'Etat. A ce jour, PVN s'est associée à des sociétés pétrolières internationales et a conservé une participation minoritaire d'environ 20 % dans les opérations d'exploitation des gisements d'hydrocarbures au Vietnam. PVN a aussi contribué au financement des infrastructures de transport et de stockage du gaz, en grande partie grâce à sa propre génération de trésorerie, consolidée par un faible ratio d'endettement.

Les entreprises d'Etat détenaient ainsi 72% de la capacité électrique installée totale du Vietnam en 2018, dont 59% pour EVN (voir tableau ci-dessous).

---

<sup>1</sup> World Bank Group. 2018. Vietnam : Maximizing Finance for Development in the Energy Sector. World Bank, Washington, DC. © World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/31246> License: CC BY 3.0 IGO

## Propriété des capacités de production d'électricité à grande échelle au Vietnam en 2018

<u>Propriétaire</u>	<u>MW</u>	<u>Pourcentage du total</u>
EVN	8 720	18 %
EVN Generation Company 1	7189	15 %
EVN Generation Company 2	4495	9 %
EVN Generation Company 3	8152	17 %
<b>Total EVN</b>	<b>28 556</b>	<b>59 %</b>
Vinacomin	1715	4%
PetroVietnam	4262	9%
<b>Total entreprises d'Etat</b>	<b>34533</b>	<b>72%</b>
<u>Secteur privé et joint-ventures</u>	8854	19%
<u>Centrales BOT sous pavillon étranger</u>	3976	8 %
<b>TOTAL</b>	<b>47363</b>	<b>100 %</b>

Source : Banque Mondiale : World Bank Document

### B) Le secteur privé fait face à des contraintes qui limitent sa participation au financement du secteur énergétique

**L'encours des prêts consentis au secteur de l'énergie par le système bancaire vietnamien s'est élevé à environ 10 mds de dollars entre 2010 et 2018, grâce aux garanties publiques apportées par le MOF.** Selon un échantillon de données de certaines grandes banques vietnamiennes (VCB, CTG, BIDV, TCB et SHB), seulement 5 % de l'encours total des prêts du système financier sont acheminés au secteur de l'électricité, ce qui met en évidence un déficit de financement du secteur énergétique par le secteur bancaire.

**Le financement privé domestique du secteur électrique en l'absence de soutien public reste marginal.** Les banques commerciales et les banques de développement vietnamiennes accordent surtout des prêts libellés en monnaie locale, et ont tendance à privilégier les projets sur une base de financements d'entreprise plutôt que sur une base de financement de projet, ce qui freine la participation d'acteur privés supplémentaires susceptibles d'investir le secteur. En outre, la limite réglementaire des 15 % des capitaux propres allouables d'une banque pour un seul emprunteur restreint la capacité de bon nombre de banques à investir dans le secteur énergétique.

### C) Les besoins de financement du secteur de l'énergie dépasseront la capacité d'investissement historique de l'Etat

**Sur la période 2011-2015, les pouvoirs publics vietnamiens ont investi en moyenne 7,8 mds \$US par an dans le secteur électrique.** Plus de 80% de ces investissements ont alimenté le segment de la production d'énergie, principalement pour financer des grands projets de centrales au charbon, au gaz et des centrales hydrauliques.

**Afin de répondre à la demande en énergie sans cesse croissante, le gouvernement estime que les investissements dans le secteur électrique s'élèveront entre 9 mds et 13 mds \$US par an sur la décennie 2020-2030.** Les investissements nécessaires à l'horizon 2030 représenteraient 133,3 mds \$US, dont 97 mds (73%) pour financer de nouvelles centrales de production électrique et 37,3 mds \$US (27%)

pour l'extension et l'adaptation des infrastructures de transmission et de distribution<sup>2</sup>. L'objectif du gouvernement vietnamien est de faire plus que doubler la puissance électrique installée depuis les débuts de l'électrification du pays, pour la faire passer de **51 GW en 2020 à 120 GW en 2030**. L'ensemble de ces besoins de financement est largement supérieurs à ce qui avait été réalisé jusqu'ici.

**En considérant ces besoins d'investissement historiquement élevés, le modèle traditionnel de financement traditionnel du secteur de l'énergie ne semble plus être viable à long-terme.** Trois tendances structurelles permettent d'expliquer cela :

**La première est la volonté du gouvernement vietnamien de maintenir l'endettement public en deçà de 65% du PIB.** L'encours de la dette garantie par l'Etat et la dette rétrocédée par le Ministère des Finances à EVN représentait environ 4% du PIB, et il est peu probable que ce ratio augmente avec le maintien prolongé d'une politique de consolidation budgétaire<sup>3</sup>. En pratique, cela signifie qu'il sera plus difficile pour le gouvernement de soutenir financièrement EVN ou pour EVN d'emprunter directement auprès de banques étrangères ou des IFIs. Le gouvernement a d'ailleurs cessé d'accorder des garanties souveraines pour le financement de projets d'infrastructures, y compris dans le secteur électrique, depuis 2017.

**Ensuite, le Vietnam ne dispose plus de l'accès aux ressources très concessionnelles d'aide publique au développement des bailleurs internationaux,** qui représentaient une source importante de financement pour le secteur énergétique, en raison de son accession au statut de « pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ». Les ressources issues des IFIs et des bailleurs devraient continuer d'affluer, mais à des taux plus proches de ceux des taux de marchés, et sous la forme de prêts non-souverains, destinés directement à EVN. La Banque mondiale et la Banque asiatique de développement ont d'ores et déjà annoncé qu'elles ne financeraient plus de nouvelles capacités de production, mais qu'elles se concentreront désormais sur de l'assistance technique sur les réseaux de transmissions et de distribution ainsi que sur la réforme de la gouvernance d'EVN.<sup>4</sup>

**Enfin, la mutation en cours du secteur énergétique impulsée par les autorités depuis 2016 implique une réduction progressive de la position centrale d'EVN dans le financement des capacités de production électrique.** L'engagement du processus de réforme et de libéralisation du secteur énergétique, le développement rapide des énergies renouvelables, et le projet de privatisation à terme des filiales de production d'EVN (EVNGENCO1, EVNGENCO2, EVNGENCO3) devraient se traduire par l'arrivée de capitaux privés et de producteurs indépendants sur le segment de la production d'énergie. Les investissements d'EVN devraient graduellement se recentrer sur les infrastructures de transmission et de distribution d'électricité, à raison de 2 à 3 mds \$US par an de 2021 à 2030. Dans le cas de PVN, des opérations de privatisation et d'ouverture de capital de trois de ses filiales (PV Power, PVOil, et Binh Son Refining and Petrochemical -BSR) ont été entamées depuis 2018, mais sont aujourd'hui suspendues en raison d'une absence de vision claire quant à l'entrée d'investisseurs institutionnels au capital. Dans l'hypothèse où il serait mené à son terme, ce processus devrait toutefois permettre de dégager de nouvelles possibilités de financement des investissements dans le secteur gazier, en particulier pour les nouveaux projets de gaz naturel liquéfié (GNL).

---

<sup>2</sup>Hanoi Times, <http://hanoitimes.vn/vietnam-needs-us1333-billion-investment-in-power-projects-by-2030-314362.html>

<sup>3</sup> Cette contrainte budgétaire s'est quelque peu relâchée à la faveur de la révision du mode de calcul du PIB vietnamien sur 2015-2020 intervenue en 2020, qui a fait mécaniquement passer le ratio dette publique/ PIB à 55,8%. Des marges de manœuvres budgétaires existent à nouveau, mais il n'est pas dit que le gouvernement décide de les utiliser.

<sup>4</sup> Entretien du Service économique avec la BM et la BAD à Hanoi.

Le financement des énergies renouvelables au Vietnam est en voie de structuration malgré de fortes incertitudes réglementaires.

A) [En raison de PPA risqués, les projets ENR sont pour l'instant financés en majorité par de l'endettement privé domestique sous un régime de tarif de rachat \(feed-in tariff, FIT\)](#)

**Le développement des énergies renouvelables (solaire et éolien) au Vietnam est financé par le secteur privé domestique en raison d'une insuffisante attractivité des contrats de rachat d'électricité (Power Purchase Agreement –PPA).** Les investisseurs internationaux jugent que l'allocation des risques dans les contrats PPA est jugée trop défavorable pour permettre des investissements sur une base de financement de projet<sup>5</sup>. En conséquence, le financement des projets renouvelables repose surtout sur des investissements domestiques, qui bénéficient de régime de tarifs de rachats avantageux<sup>6</sup>.

**Le développement des projets d'énergie renouvelables est tiré par des financements sous forme de capitaux propres et crédits bancaires.** Dans le cas des projets d'énergie solaire, les investisseurs sont tenus de maintenir un ratio de fonds propres d'au moins 20 % de l'investissement total, selon les conditions du PPA<sup>7</sup>. Parmi les bailleurs de fonds domestiques existants pour les projets renouvelables figurent la Vietnam Bank for Agriculture and Rural (Agribank), la Vietnam Development Bank (VDB), la Vietcombank et la VietinBank.

**De grands conglomérats vietnamiens investissent dans le développement de grands projets renouvelables en s'appuyant sur leurs fonds propres.** Le groupe Truong Nam a investi 518 M USD dans la construction de la ferme solaire Trung Nam Thuan Nam, qui est la plus grande centrale solaire en Asie du Sud-Est en activité, avec une capacité de 450 MW. De nombreux petits producteurs locaux investissent également dans le secteur en s'appuyant sur des prêts bancaires, mais les taux d'intérêt offerts par les banques domestiques dépassent généralement 10 %. Le financement bancaire domestique du secteur reste ainsi limité et la capacité des projets développés par des producteurs indépendants de plus petite taille excède rarement 50 MW<sup>8</sup>.

B) [Les investissements étrangers dans les renouvelables augmentent progressivement malgré les incertitudes réglementaires](#)

**Au vu de ces contraintes, le montant d'investissement estimé de 23,7 mds de dollars pour la période 2019-2030 ne sera pas atteint sans attirer des financements internationaux.** La récente mise en place des mécanismes de feed-in-tarifs pour le solaire et l'éolien par le gouvernement a contribué à attirer des investissements étrangers pour financer des projets d'énergie renouvelables.

---

<sup>5</sup> World Bank Group. 2018. Vietnam : Maximizing Finance for Development in the Energy Sector. World Bank, Washington, DC. © World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/31246> License: CC BY 3.0 IGO."

<sup>6</sup> Pour plus d'information sur les différents régimes de soutien aux ENR au Vietnam, se référer à la fiche « Le développement des énergies renouvelables au Vietnam » publiée par le Service économique en Octobre 2018. <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/32520244-e7cf-4ca0-969e-597067483088/files/507b097a-6d0c-4bb8-9b95-4c557ac2211c>

<sup>7</sup> La période pendant laquelle les 20 % doivent être maintenus n'est pas clairement précisée, mais dans la pratique, il s'agit de maintenir ce ratio pour l'intégralité la durée du projet. Cette limite a récemment été supprimée pour les projets éoliens.

<sup>8</sup> Dang, L. N. and F. Taghizadeh-Hesary. 2019. Avoiding Energy Insecurity by Promoting Private Investment—The Case of the Vietnamese Power Sector. ADBI Working Paper 1038. Tokyo: Asian Development Bank Institute. Available: <https://www.adb.org/publications/avoiding-energy-insecurity-promoting-private-investment-case-vietnamese-power-sector>

**Les investisseurs étrangers qui développent des capacités significatives dans les renouvelables sont surtout des acteurs en provenance d'Asie du Sud-Est.** Ces promoteurs développent des projets au Vietnam en utilisant leurs fonds propres et bénéficient du soutien de leurs banques nationales ou agences de crédit-export respectives pour atténuer les risques liés au PPA.

**L'implication des grandes banques commerciales internationales dans le secteur des énergies renouvelables reste toutefois limitée en raison des difficultés de « bancabilité des PPA** et au manque de visibilité quant aux renouvellements ou extensions des mécanismes de feed-in-tarifs existants. Enfin, les opérations d'effacement imposées par EVN aux producteurs renouvelables à la suite de l'essor erratique du solaire sur toiture risquent de diminuer l'attractivité du secteur des renouvelables pour les financements internationaux.

C) [Des sources de financement et des mécanismes innovants émergent pour contourner les difficultés de bancabilité du PPA](#)

**La banque centrale du Vietnam (SBV) a lancé en 2015 un programme-pilote de crédit vert<sup>9</sup> destiné à encourager davantage les prêts des banques nationales à destinations des petites et moyennes entreprises désirent investir dans des projets favorables à l'environnement, dont des projets d'énergie renouvelable.** Plusieurs banques et établissements de crédit vietnamiens sont parvenus à déployer des offres de crédit vert pour soutenir les énergies renouvelables, à l'instar d'Agribank, SatcomBank, Vietcombank, VP Bank HDBank, ou la BIDV. La capacité de ce système à financer efficacement le secteur énergétique doit encore s'affirmer : à fin juin 2019, l'encours total des prêts pour les projets verts s'est élevé à environ VND 317,6 trillions (13,8 milliards de dollars), mais seuls 17% étaient destinés à des projets d'énergie renouvelables<sup>10</sup> (dont de petits projets hydrauliques).

**Les institutions financières internationales et bailleurs internationaux commencent à déployer des financements climat non-souverains pour appuyer le secteur financier vietnamien dans la promotion des énergies renouvelables.** La Banque Mondiale a ainsi accordé un premier prêt vert en financement mixte de 212 M \$US sur cinq ans à la VPBank, dont 30% fléchés sur des projets bas-carbone. Côté français, afin de développer les lignes de crédit vertes auprès des banques publiques, en mobilisant le Label SUNREF développé par l'AFD dans le monde, l'agence AFD de Hanoï a initié une collaboration avec la BIDV pour une ligne de crédit verte de 100 M USD. Le recours aux financements climat mixtes devrait constituer l'un des principaux moyens d'interventions des institutions financières internationales pour encourager les projets ENR au Vietnam dans les années à venir<sup>11</sup>.

Le dynamisme apparent des énergies conventionnelles masque un resserrement durable des contraintes de financement du secteur.

A) [Les énergies conventionnelles continuent d'attirer des financements importants](#)

**Le financement des énergies conventionnelles au Vietnam repose encore sur d'importants investissements étrangers publics et privés.** Les projets de centrales thermiques ont concentré 60%

<sup>9</sup> La Directive No.03/CT-NHNN du 24 mars 2015 de la Banque d'État du Vietnam (SBV) a mandaté les banques d'accélérer l'octroi de crédit vert aux projets qui ont des objectifs clairs en matière de protection de l'environnement ou de promouvoir des activités commerciales respectueuses de l'environnement.

<sup>10</sup> Vietnam Investment Review (VIR)

<sup>11</sup> Source : Entretien avec la Banque mondiale à Hanoi le 27/01/2021.

du total des investissements privés dans les infrastructures énergétiques au Vietnam sur la période 1990-2017.

**La plupart des projets récents financés par des investissements privés ont été réalisés selon un modèle BOT**, fondé sur la propriété majoritaire des investisseurs étrangers, la provision d'une garantie et d'un engagement du gouvernement (GGU) pour couvrir les risques inhérents aux projets, et l'accès à la dette internationale de long terme. Parmi les projets majeurs financés par des capitaux internationaux sur ce modèle, on peut mentionner la centrale à gaz de Phu My 2.2 (2002), la centrale à gaz de Phu My 3 (2003), la centrale au charbon de Mong Duong (2011), la centrale au charbon de Vinh Tan (2014) et la centrale thermique de Duyen Hai 2 (2017). Ces cinq projets représentaient plus de 60 % des IDE vers le secteur de la production d'électricité au Vietnam entre 1990 et 2017.

**B) [Le financement des centrales à charbon au Vietnam est soutenu par des acteurs chinois, japonais et coréens.](#)**

**Les projets de centrales à charbon au Vietnam ont été financés en majorité par des investissements étrangers en provenance de la Chine, du Japon et de la Corée du Sud.** D'après les données disponibles<sup>12</sup>, les investissements en provenance de la Chine représentaient 50% des 16,53 mds USD identifiables investis dans les projets de centrales à charbon au Vietnam entre 1990 et 2017. Le Japon arrive en deuxième place des bailleurs de projets charbons avec 22% des financements, suivi par la Corée du Sud avec 18%.

**Ces pays financent les projets charbon au Vietnam au moyen de leurs banques de développement nationales** (Japan Bank for International Cooperation, China Development Bank) **et de leurs agences publiques de crédit-export** (China Exim Bank, Export-Import Bank of Korea). Les flux financiers provenant de ces deux sources représentaient 65% des financements de centrales à charbon identifiables sur la période 1990-2017, tandis que les banques commerciales issues de sept autres pays<sup>13</sup> et la Banque asiatique de développement comptaient respectivement pour 30% et 5% des financements. **La Chine continue d'être aujourd'hui le moteur financier principal des grands projets de centrale à charbon récemment achevés ou en cours de construction au Vietnam** ( voir Annexe).

**C) [L'émergence de nouvelles contraintes multilatérales et le respect des engagements climats vont limiter les ressources pour le financement des projets charbon](#)**

**Le financement de projets thermiques entre en contradiction avec les engagements « Climat » du Vietnam.** Le gouvernement a annoncé sa décision de ne pas approuver de nouveaux projets de centrales à charbon dans le futur Plan directeur national de l'énergie VIII (PDP VIII) et de ne développer que ceux déjà listés dans les précédents plans nationaux. Des résistances locales au déploiement de nouveaux projets commencent par ailleurs à émerger dans le pays : les préoccupations environnementales ont conduit les comités populaires des provinces de Long An, Bac Lieu, Ha Tinh et Quang Ninh à bloquer des projets de centrales à charbon au cours des dernières années.

---

<sup>12</sup> Rapport de Green ID sur le financement des centrales à charbon au Vietnam : [GreenID Coal financing Oct2016.pdf \(greenidvietnam.org.vn\)](#)

<sup>13</sup> Royaume Uni, France, Suisse, Italie, Singapour. Source : : [GreenID Coal financing Oct2016.pdf \(greenidvietnam.org.vn\)](#)

**Le retrait annoncé des banques commerciales internationales et des agences de crédit export du financement de projets charbons à l'horizon 2030 complique le soutien au secteur et risque de peser sur la capacité de l'Etat (EVN, PVN) à se financer à l'international.** Plusieurs grandes banques internationales européennes et américaines ont annoncé leur retrait du financement de projets thermiques depuis 2015. Les SOEs vietnamiennes que sont EVN (et filiales associées), PetroVietnam et Vinacomin disposent encore d'actifs charbons importants dans leur portefeuille, ce qui les prive *de facto* de l'accès à des financements extérieurs en devises étrangères.<sup>14</sup>

COAL POWER & COAL MINES		
Banks that ended direct finance for both new thermal coal mines and coal plants (effective date)		
Natixis (August 2016)	Societe Generale (October, 2016)	ABN AMRO (May 2017)
ING (January, 2016)	Rabobank (January, 2017)	Lloyds Banking Group (Feb 2018)
Commerzbank (March, 2018)	BNP Paribas (November, 2015)	Standard Charter (May 2016)
KBC (December, 2017)	Deutsche Bank (May, 2018)	Santander (November 2018)
Credit Agricole (June, 2015)	USbancorp (June, 2016)	

COAL POWER ONLY		
Banks that ended direct finance for new coal plants only		
SEB (November 2016)	PNC (June 2017)	DZ Bank (November 2017)
NEDBANK (April 2018)		

COAL MINES ONLY		
Banks that ended direct finance for new thermal coal mines only		
JP Morgan Chase (March 2016)	Credit Suisse (March 2017)	DBS (January 2018)
HSBC (November 2016)*	NAB (December 2017)	Barclays (April 2018)

Source: BankTrack.org

\*HSBC has pulled out of financing thermal coal globally, except for three countries (Vietnam, Indonesia and Bangladesh).

**Les institutions financières qui continuent d'investir dans des projets de cette nature au Vietnam se trouvent de plus en plus confrontées à un risque de réputation, sous la pression de la communauté internationale, des opinions publiques et d'investisseurs défavorables au soutien aux énergies fossiles.** En dépit de leurs engagements en faveur du climat, la Japan Bank for International Cooperation (JBIC) et la Export-Import Bank of Korea ont notamment annoncé la signature d'une convention de prêt pour le financement du projet controversé de la grande centrale à charbon de Vung Ang 2 (1,2 GW), pour un montant de 1,7 mds USD. Cette décision a suscité une vague de réprobation de la part de la communauté internationale (UE, ONGs, société civile japonaise et coréenne), mais aussi de fonds de pensions et gestionnaires d'actifs internationaux (Nordea, Brunel Pension Partnership). Dans ce contexte de pressions accrues, le groupe japonais Mitsubishi Corp a officialisé en février 2021 son retrait du financement du projet de centrale à charbon de Vin Tan 3, dans la province de Binh Thuan et annoncé qu'il ne financerait plus de projets de cette nature dans le futur.

**L'attractivité des projets charbon est également érodée par des difficultés structurelles.** Contrairement aux attentes du gouvernement, le développement massif des centrales à charbon n'a pas permis de satisfaire la demande en énergie ni d'éviter les coupures électriques. Les délais dans la production s'expliquent surtout par la lenteur des procédures administratives et

<sup>14</sup> Entretien du Service économique avec des représentants de banques internationales qui indiquent que tant qu'EVN, PVN et Vinacomin conserveront leurs actifs charbons, ils ne seront plus en mesure de prêter directement à ces structures, y compris pour financer en direct des projets d'énergie renouvelable.

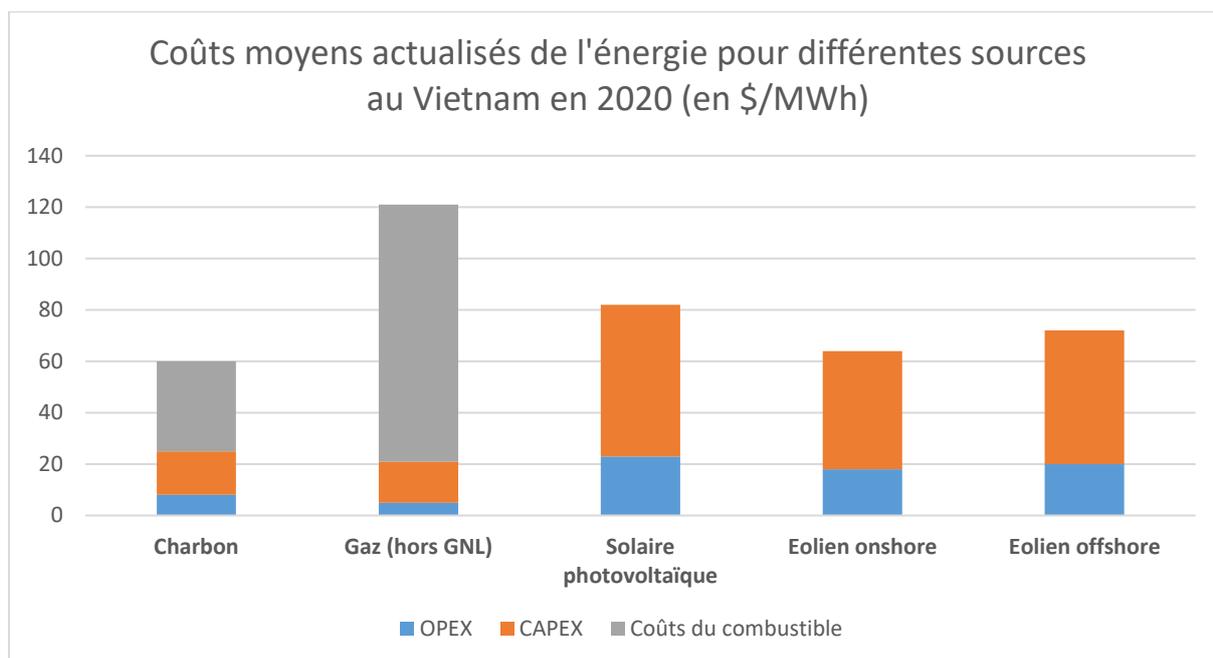
contractuelles, ainsi que par les désaccords financiers entre les bailleurs sur certains gros projets<sup>15</sup>, dont les périodes de recouvrement des coûts excèdent en moyenne vingt ans.

**Le charbon devrait rester malgré tout un pilier important du mix énergétique vietnamien à l'horizon 2045**, en raison de la poursuite du développement de la quinzaine de projets en cours acceptés dans les précédents plans de développement et de l'activité de prêteur en dernier ressort des banques chinoises. L'augmentation prévue des capacités installées repose encore sur une forte hausse du charbon (+15GW en 5 ans), dont la majorité devrait être importée. Sur le long terme, le financement des centrales à charbon au Vietnam est néanmoins appelé à se tarir<sup>16</sup>.

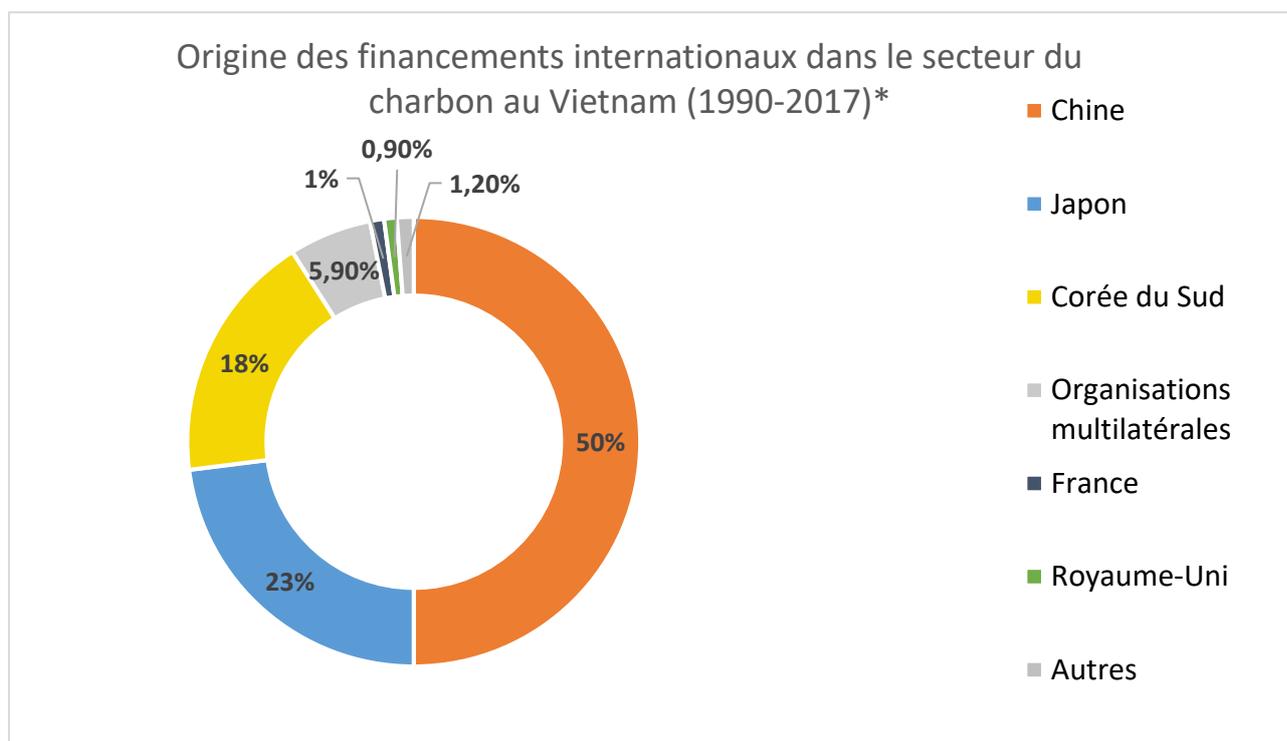
---

<sup>15</sup> Institute for Energy Economics and Financial Analysis - [IEEFA: There will be no smooth sailing for LNG investors in Vietnam](#) - Institute for Energy Economics & Financial Analysis

## Annexes



Source : [Teske-Morris-Nagrath-2019-Renewable-Energy-for-Viet-Nam-report.pdf \(uts.edu.au\)](https://uts.edu.au/research/energy/teske-morris-nagrath-2019-renewable-energy-for-vietnam-report.pdf)



\*Source : Green ID, sur la base des flux de financement traçables sur la période. : [GreenID\\_Coal financing\\_Oct2016.pdf \(greenidvietnam.org.vn\)](https://greenidvietnam.org.vn/wp-content/uploads/2016/10/GreenID_Coal-financing_Oct2016.pdf)

## Centrales au charbon financées par la Chine au Vietnam depuis 2014

